

Élections 2003

Un tour du Québec

Daniel Lemay au coeur de la Mauricie page C5



La campagne pour les nuls
Haïti, P.Q.
page C2

La Presse

CAHIER C | LA PRESSE | MONTRÉAL | JEUDI 10 AVRIL 2003

Dans l'autocar libéral



DENIS LESSARD
ANALYSE

dlessard@lapresse.ca

BERTHIERVILLE — Il a les yeux cernés. Il a un teint de cendre. Lundi, son oeil gauche était injecté de sang ; mardi, c'était mieux. Ses cheveux blonds deviennent parfois gris, selon la lumière.

Même s'il a les traits tirés d'un marathonien près du fil d'arrivée, il a pris de la brioches, son visage s'est empâté, un peu. Depuis un mois, il se nourrit de sandwiches, pris sur le pouce.

« Je suis un peu fatigué, c'est vrai », confie Jean Charest à bord de son autocar de campagne. Rendu au milieu de la quarantaine, les matins, surtout, sont difficiles. En fin de semaine dernière, après être rentré à 3 h du matin d'une tournée aux Îles-de-la-Madeleine, il a dû se relever pour repartir... trois heures plus tard. Le tempo s'est même accéléré depuis, et à compter de demain matin, cela deviendra infernal. Les étapes se multiplieront sur le parcours de l'autocar (7543 kilomètres depuis le début sur la route et 5690 en avion).

« On a roulé beaucoup depuis le début. Le matin, c'est plus lent à partir », explique le chef libéral. Expérimenté, il prend toujours soin, maintenant, de passer son paletot avant de sortir du bus, ne serait-ce que pour quelques secondes. Daniel Johnson terminait ses campagnes presque aphone. Sur le portemanteau, tous les cintres viennent de Bovet. Sympathique... quand on est un peu enveloppé. Mais la complicité ne dure qu'une seconde. « Les cintres sont de chez Bovet ; cela ne veut pas dire que je m'habille là, mais ça met tout le monde à l'aise ! » dit-il en rigolant.

Il admet avoir pris du poids... « un peu ». Il n'a pas fait d'exercice de la campagne, en dépit de ses résolutions. « Quand on l'avait planifiée, je voulais des plages de temps pour faire de l'exercice... je n'en ai pas eu assez. »

Cet autocar devait être rutilant à la ligne de départ. Aujourd'hui, il a un peu l'allure d'une navette spatiale en fin de mission. La caisse de Perrier traîne par terre dans le coin cuisinette, où le frigo exige désormais un ruban adhésif pour rester fermé.

Une chose frappe, plus encore que les deux fauteuils de salon aussi énormes que hideux dans la capsule du commandant. En 1998, le chef libéral sillonnait le Québec avec derrière lui tout un aréopage de conseillers susceptibles de lui fournir ici une statistique, là une répartie percutante. Rien de tout cela cette fois. « Je voyage léger, maintenant », ironise-t-il, soulignant que c'est là la preuve, tangible, qu'il a depuis assimilé ses dossiers.

À chaque arrêt, dans un local de circonscription comme au micro d'une radio régionale, il martèle qu'un « vote pour l'ADQ est un vote pour le PQ ».

Cet appel répété aux adéquistes en toute fin de campagne naît d'un doute. Qui peut prédire l'impact du fractionnement du vote provoqué par l'ADQ ?

« Personne ne peut avoir un portrait précis avec tout ce qu'on a vécu depuis un an », convient Jean Charest. La veille, Bernard Landry lui avait donné sur un plateau d'argent la conclusion de tous ses discours d'ici le jour du vote. Un référendum surviendra « si j'ai la moindre chance de le gagner », a laissé tomber le chef péquiste. Jean Charest n'en demandait pas davantage. M. Landry est « bien plus radical que Lucien (Bouchard) ».

■ ■ ■

Le PLQ a besoin d'arracher une quinzaine de circonscriptions supplémentaires pour l'emporter. Certaines sont acquises, d'autres « à portée de main ». « Je pense qu'on est très près du but », se contente-t-il de dire.

Depuis le lancement de la campagne, M. Charest ne regarde plus les bulletins télévisés, qu'un adjoint lui résume en fin de soirée. Le conflit en Irak aura eu une conséquence tout à fait collatérale : « Cela a fait que les gens ont commencé à syntoniser la campagne à partir du débat, ça a augmenté son importance », risque-t-il.

Devant les journalistes qui le suivent partout, les questions reviennent, souvent prévisibles. Où effectuerez-vous des compressions ? Quels ministères disparaîtront ? « Je prends ça du bon côté. En 1997, quand j'étais chef conservateur, personne ne prenait la peine de me demander ce que je ferais au pouvoir », ironise-t-il.

Quelques minutes plus tôt, c'était l'un des derniers briefings de la campagne. Une séance rapide avec le président du PLQ, Marc-André Blanchard, sur l'un des derniers engagements libéraux, la création d'un programme pour financer le titulariat au secondaire. Une étude, quelques chiffres, des explications sur des expériences à Montréal. Jean Charest appréhende quelques questions. « Faut-il stigmatiser ainsi les clientèles moins favorisées ? » « Faudrait-il inclure les élèves du primaire ? » Les réponses tombent, évidentes. Il les écoute d'une oreille tout en extirpant de son sous-marin les poivrons verts, qu'il déteste.



Jean Charest a été chaleureusement accueilli dans une maison qui vient en aide aux personnes démunies, hier à Québec. Pendant ce temps, la situation se corse pour le chef libéral dans la circonscription de Sherbrooke, où au moins trois organisateurs libéraux fédéraux militent pour le candidat adéquiste.

Photo PC ©

Des libéraux contre... Charest

Au moins trois organisateurs du PLC appuient le candidat adéquiste de Sherbrooke

VINCENT MARISSAL

S'il est vrai, comme l'affirme Bernard Landry, que Jean Charest sera redevable aux libéraux fédéraux s'il remporte les élections lundi, ce ne sera certainement pas le cas dans sa propre circonscription.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les relations entre le chef du PLQ et les dirigeants libéraux fédéraux de Sherbrooke n'ont rien de fraternel. Au moins trois organisateurs libéraux fédéraux de la circonscription travaillent pour le candidat adéquiste Peter Downey dans la présente campagne.

L'adéquiste, selon un récent sondage dans Sherbrooke, ne gagnera pas, mais il pourrait gruger suffisamment de votes dans la faible majorité de Jean Charest (900 en 1998) pour permettre à la péquiste Marie Malavoy de remporter la victoire. Un sondage CROP-*La Tribune* publié la semaine dernière accorde 44 % des intentions de vote à Jean Charest, 42 % à Marie Malavoy et 14 % à Peter Downey.

La grande famille libérale de la circonscription souffre de profonds déchirements qui datent de l'époque, dans certains cas, où M. Charest régnait sur Sherbrooke comme député conservateur.

Le président de l'association libérale fédérale, Marc Proteau, une figure connue dans le coin, milite en effet activement pour Peter Downey.

Robert Pouliot, conseiller municipal de l'arrondissement d'Ascot dans la nouvelle grande ville de Sherbrooke et ancien can-

didat libéral fédéral à l'élection complémentaire de septembre 1998, s'est lui aussi joint à l'équipe Downey.

Autre libéral fédéral à appuyer le candidat adéquiste dans Sherbrooke, Clément Fortier, qui était organisateur de Jean-François Rouleau, candidat libéral aux élections fédérales générales de novembre 2000. M. Rouleau, qui est le cousin de Jean Charest, avait mordu la poussière contre le bloquiste Serge Cardin. Il est officiellement neutre dans la présente campagne.

Ajoutez aux malheurs de Jean Charest le nom de Jean Perreault, maire de Sherbrooke. Grand ami et supporter inconditionnel de Jean Charest depuis des années, M. Perreault a joint sa voix en début de campagne à celle des maires des grandes villes fusionnées dénonçant le projet des libéraux de permettre les défusions s'ils prennent le pouvoir.

Dans sa campagne, Peter Downey ne se gêne pas pour dire que l'appui des organisateurs libéraux fédéraux à l'ADQ démontre que Jean Charest est incapable de jouer les rassembleurs, y compris dans sa propre famille politique de son patelin.

« Certains libéraux fédéraux sont avec moi parce qu'ils n'ont pas pris que Jean Charest rejette leur offre d'aide en début de campagne, dit-il. Ils ont alors décidé de travailler avec quelqu'un qui fait de la place à tout le monde dans son équipe. »

Le chef libéral minimise les divisions au sein de la famille libérale. « Ces gens-là n'étaient pas très actifs chez nous de toute façon », a-t-il dit il y a quelques jours à *La Presse*.

Ils sont actifs, pour la plupart, dans le camp de Paul Martin sur la scène libérale, ce qui promet quelques tensions dans les prochains mois si Jean Charest devient premier ministre et que Paul Martin rem-

place, comme on peut s'y attendre, Jean Chrétien. Il y aura vraisemblablement un peu de racommodage à faire dans la circonscription au cours des prochains mois.

La situation inquiète à Ottawa et des proches de Jean Chrétien suivent de près le déroulement de la campagne dans Sherbrooke.

Le week-end dernier, l'entrée en scène de certains députés fédéraux dans la campagne provinciale l'a embarrassé. Ceux qui devraient rester discrets nuisent donc en s'agitant sur la place publique et les autres, qui devraient travailler pour lui dans Sherbrooke, ont choisi un autre camp.

Plus de cinq ans après son arrivée au Québec, l'arrimage reste difficile entre Jean Charest, ex-chef conservateur, et les libéraux fédéraux.

AUJOURD'HUI

Sous la loupe

Impôts : trois visions s'affrontent.
Page C2

Mario Dumont et la guerre

L'entrevue de *La Presse* avec Mario Dumont sera publiée à la une du journal demain et non aujourd'hui en raison du manque d'espace occasionné par la chute de Bagdad.

Clavardage

aujourd'hui à 12 h 30

cyberpresse.ca

avec Webcam

cyberpresse.ca/clavardage



Daniel Lemay

Commente la chute de Bagdad

Élections 2003

LA CAMPAGNE POUR LES NULS



PAUL ROY
proy@lapresse.ca

Haiti, P.Q.

Ma main était déjà tendue quand il m'a tendu la sienne. Mais elles ne se sont pas touchées tout de suite parce qu'il a visé à côté. Il ne voyait pas ma main. Il ne voyait pas la sienne non plus, d'ailleurs. Il ne voit rien. Si, à un moment donné, il m'a dit : « Je sais que je suis à côté d'une fenêtre, je perçois une petite lueur. Mais pour le reste, tout se passe en dedans. »

Rétinite pigmentaire, diagnostiquée en 1972.

Alphonse Boisrond était arrivé au Québec sept ans plus tôt. D'Haiti, fuyant le régime Duvalier. Médecin, il a pu continuer à pratiquer durant plusieurs années — le temps qu'a mis sa cécité à s'installer définitivement —, mais il a dû renoncer à pratiquer la chirurgie, pour laquelle il avait été formé.

« Au début, j'ai perdu le droit de conduire le soir. Puis, en 1977, je n'ai plus eu le droit de conduire du tout. »

Je l'avais rencontré au début de la campagne électorale. Il faisait partie des candidats péquistes de Montréal que le ministre André Boisclair avait présentés à la presse. Il m'avait dit qu'il visait la victoire. Je lui avais demandé s'il réalisait que, dans Robert-Baldwin, il allait avoir une solide côte à grimper.

Il m'avait répondu avec beaucoup de fraîcheur : « Je suis un alpiniste. »

Je l'ai revu hier, à son comité électoral de la rue Meighen, à Pierrefonds. Il avait l'air frais et dispos, contrairement à bien d'autres candidats en cette fin de campagne. Normal, il ne travaille pas très fort. Pas de porte-à-porte, juste des rencontres avec de petits groupes, quelques téléphones...

Mais il n'a pas perdu son délicat sens de l'humour. « Mes amis me trouvent d'un naturel enjoué », dira-t-il en cours d'entretien.

— Et qu'est-ce que vous en pensez ?

— Je commence à les croire. Mais je ne m'en étais pas rendu compte.

À un autre moment, il dira : « Je me sens bien dans ma peau, mais je n'ai plus conscience de sa couleur. »

M. Boisrond est tombé dans la potion souverainiste sitôt arrivé au Québec. À l'époque, c'était le RIN (Rassemblement pour l'indépendance nationale) de Pierre Bourgault. Puis ce fut le PQ de René Lévesque.

Rapidement, il s'est lié d'amitié avec Jacques Couture, aujourd'hui décédé, qui fut ministre de l'Immigration sous René Lévesque. Il faut dire que, deux ans avant les élections de 1976, il avait fondé le Mouvement fraternité Haïti-Québec, auquel il consacrait une journée ouvrable par semaine, se réservant les quatre autres pour pratiquer la médecine.

Il avait notamment organisé une rencontre avec des Haïtiens de Montréal, à cette époque-là, dans le but de dissiper leurs peurs. « Ils se faisaient dire par des patrons de manufactures qu'ils perdraient leur emploi avec le PQ. »

Il dit avoir accepté d'être candidat péquiste « pour la souveraineté, mais aussi pour le caractère progressiste et social du parti, qui correspond à (sa) vision de l'être humain. » Mais c'est sa femme, Huguette, qu'il avait connue en Haïti mais qu'il a épousée ici, qui était engagée dans l'organisation péquiste locale. « Elle m'a emmené dans deux réunions où j'ai eu à parler... »

C'était en décembre dernier. On lui a vite demandé d'être candidat.

Dernièrement, il a rencontré Bernard Landry pour la première fois. « Il m'a dit qu'il était heureux de ma présence dans cette campagne. De mon côté, je lui ai expliqué le sens de ma démarche, qui est de montrer aux communautés ethniques et à la communauté noire qu'on peut et qu'on doit faire sa place au Québec. Et que si la souveraineté se réalise, nous serons tous cofondateurs de ce nouveau pays. »

Pour gagner, lundi, M. Boisrond devrait renverser une majorité libérale de 28 000 voix ! Que fera-t-il quand tout sera terminé ? « Je peux vous dire ce que je ne ferai pas. Je n'irai pas sur le pont Jacques-Cartier. Parce que si j'avais eu à le faire, je l'aurais fait quand on m'a diagnostiqué ma maladie. »

SOUS LA LOUPE > IMPÔTS



Pendant la campagne électorale, La Presse analyse les programmes des trois partis politiques. Chaque grand thème — l'éducation, la santé, la famille, la culture, l'économie, le transport, l'environnement — est décortiqué, afin de permettre aux lecteurs de bien comprendre les enjeux du scrutin.

PARTI QUÉBÉCOIS



- Priorité sur le réinvestissement dans les services publics en première partie de mandat.
- Réduction du fardeau fiscal des familles en deuxième partie de mandat.

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC



- Réduction de l'impôt des particuliers de 27 % en cinq ans, soit un total de 15 milliards de dollars.
- Cette réduction devrait ramener le fardeau fiscal des Québécois au niveau de la moyenne canadienne au bout de cinq ans.

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC



- Réduction du fardeau fiscal des Québécois au moyen d'une réduction des taux et du relèvement graduel des seuils d'imposition, pour un total de 8,3 milliards.
- La moitié de la marge de manoeuvre créée par la réduction des dépenses servira à diminuer les impôts. L'autre moitié servira au remboursement de la dette.

Trois visions s'affrontent au sujet des impôts

MARIE TISON

Le 14 avril, les Québécois auront le choix entre trois philosophies budgétaires différentes. Le Parti québécois favorise l'augmentation des dépenses, le Parti libéral du Québec met l'accent sur la baisse des impôts et l'Action démocratique du Québec préconise le remboursement de la dette en plus d'une certaine réduction du fardeau fiscal.

« En Amérique du Nord, il n'y a qu'au Québec qu'on trouve un choix aussi clair », affirme Pierre Fortin, professeur en sciences économiques à l'Université du Québec à Montréal.

Le choix aurait pu être encore plus étendu si l'ADQ avait conservé son idée de taux d'imposition unique.

« C'aurait été de dépasser le président Bush sur sa droite », affirme M. Fortin.

Pierre Desrochers, directeur de la recherche de l'Institut économique de Montréal, une organisation plutôt conservatrice, soutient que le taux d'imposition unique n'était pas une mauvaise idée en soi.

« Mais si vous ne touchez pas aux abris fiscaux, aux exemptions, aux déductions, bref à tout ce qui fait vivre un paquet de comptables, ça ne simplifie pas notre malheureuse vie », lance-t-il.

Mario Dumont a finalement abandonné l'idée en expliquant que cette mesure aurait entraîné une baisse de revenus trop importante pour le Trésor québécois.

« C'est une bonne nouvelle, commente Charles Tanguay, de l'Union des consommateurs du Québec. Le système fiscal doit permettre aux plus pauvres de s'en tirer plus facilement et aux plus riches de payer un peu plus que la moyenne. »

L'ADQ affecterait à la réduction du fardeau fiscal la moitié de la marge de manoeuvre qu'elle dégagerait grâce à un resserrement des dépenses. Elle se servirait de l'autre moitié pour réduire la dette.

Ce sont les libéraux qui, finalement, promettent la plus forte ré-

duction d'impôt, soit 15 milliards en cinq ans, contre 8,3 milliards pour les adéquistes.

Le Parti libéral ne prévoit rien pour le remboursement de la dette.

« Les libéraux ont une politique de cigale alors que les adéquistes ont davantage une politique de fourmi », énonce M. Fortin. Charles Tanguay se demande pour sa part comment le Parti libéral pourrait financer ses réductions d'impôt. « Quiconque a vécu les exercices budgétaires des dernières années et les coupes qu'il y a eu dans plusieurs secteurs se demande où le PLQ irait puiser cet argent », déclare-t-il.

Pierre Fortin affirme que les libéraux font face à un défi assez difficile, mais quand même faisable.

Le Parti libéral a annoncé qu'il augmenterait les budgets de la santé et de l'éducation mais qu'il gèlerait les budgets de tous les autres secteurs. Dans les faits, ces autres secteurs perdront du terrain en raison de l'inflation. « Ça va ruer dans les brancards, soutient le professeur de l'UQAM. Il va falloir que le bonhomme tienne le bâton assez solidement. »

Pierre Desrochers croit que le ca-

dre financier du PLQ est réaliste et qu'il a été fait dans les règles de l'art. Il note d'ailleurs que c'est la première fois que les partis politiques soumettent des cadres financiers à long terme. « C'est remarquable que les politiciens pensent plus loin que les six prochains mois », s'exclame-t-il.

Le Parti québécois n'a toutefois pas suivi le mouvement amorcé par les libéraux et les adéquistes. « Le PQ aurait dû soumettre quelque chose, surtout qu'il dispose de plus de ressources », déplore M. Desrochers. La formation s'est engagée à baisser les impôts des contribuables dès que les conditions économiques et les finances publiques le permettront. Dans les faits, le PQ mettra la priorité sur le réinvestissement dans les services publics en première partie de mandat, remettant une réduction du fardeau fiscal à la deuxième partie.

C'est un discours qui plaît à M. Tanguay : « L'Union des consommateurs croit que la lutte contre la pauvreté doit être un objectif prioritaire du gouvernement, explique-t-il. Elle croit que ce n'est pas le temps de se payer des réductions d'impôt alors qu'il y a encore des gens qui en arrachent. »

Fini les grands rassemblements pour l'ADQ

Dumont dénonce l'absence de jeunes candidats libéraux

KARIM BENESSAIEH

FINI le *show business* et les grands rassemblements, place au porte-à-porte pour l'ADQ. Échaudé plus tôt

cette semaine par le peu de succès du rassemblement à Québec, le jeune parti ne tiendra plus ce type d'événement d'ici le 14 avril.

De l'aveu de Mario Dumont, « nos gens dans les comités en ont un peu soupé des rassemblements ». Le chef de l'ADQ venait d'être interrogé sur l'impact médiatique négatif des réunions ratées comme celle de mardi soir dernier dans le port de Québec. Alors qu'on attendait près de 800 personnes et que l'événement se voulait le plus important de la campagne, à peine 300 personnes, essentiellement des proches des candidats locaux, s'y sont présentées.

Cet échec était d'autant plus re-

tentissant que la région de Québec est une des seules où les sondages accordent une part importante des voix, soit 29 %, à l'ADQ.

« Les rassemblements, je pense,

d'ici à la fin de la campagne, on va être assez modestes là-dessus, a précisé M. Dumont, qui était de passage hier à Beloeil, au sud de Montréal. On va discipliner nos gens à être sur le terrain, à être sur le porte-à-porte, à visiter 100 % de leur comté. Il y a plusieurs comités dans le Québec qui ne sont plus à l'étape de faire du *show business*, ils ratent comme ceux de mardi soir

Un peu plus tôt en point de presse, M. Dumont avait ironisé sur l'absence de candidats libéraux âgés de moins de 30 ans, alors que son propre parti en compte 16. « Nous avons dans notre équipe cette représentativité de toutes les générations, analyse le chef de l'ADQ. Quand Jean Charest pré-

tend être le changement, c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'il y a du changement sans les idées nouvelles, qu'il y a du changement sans les jeunes. C'est une génération, une relève, qui a été complètement laissée absente de l'équipe du Parti libéral de Jean Charest »

M. Charest a carrément bafoué la tradition des libéraux, soutient M. Dumont. « Robert Bourassa n'aurait sûrement pas laissé passer ça. Ça fait des décennies que le Parti libéral ne s'est pas présenté dans une telle situation. »

Par ailleurs, M. Dumont a tenu à saluer la prise de Bagdad par les troupes américaines et britanniques, y voyant un pas de plus vers la paix. « Maintenant, il reste à souhaiter que ce retour à la paix, ce retour à une quiétude pour les gens ordinaires de l'Irak, soit le plus rapide possible. »



Mario Dumont

Vos gencives reçoivent-elles toute l'attention qu'elles méritent ?

Savez-vous...

- qu'un lien a été établi entre les maladies de gencives et les maladies cardio-vasculaires, le diabète et les troubles respiratoires ainsi qu'avec les accouchements prématurés et les nourrissons de poids insuffisant à la naissance ?
- que les progrès de la dentisterie peuvent vous aider à arborer un sourire éclatant ?
- que des implants peuvent constituer une option pour remplacer des dents manquantes ?
- ce que fait un parodontiste et où en trouver un dans votre région ?

Pour en savoir plus sur ces questions et une foule d'autres sujets importants, consultez le nouveau site Web de l'Académie canadienne de parodontologie à www.cap-acp.ca.

Ne traitez pas votre santé bucco-dentaire à la légère.

www.cap-acp.ca



ACADÉMIE
CANADIENNE DE
PARODONTOLOGIE

De Nouveaux Cheveux, Naturellement

Résultats visibles dans les 3 mois *

- ✓ Pas de transplantation
- ✓ Pas de chirurgie
- ✓ Pas de postiche
- ✓ Pas d'attrape
- ✓ Pas de médicament secondaire
- ✓ Pas de souci
- ✓ Pas de fusion
- ✓ Pas de douleur

Consultation gratuite (514) 905-0579
Commande postale offerte * Pas de paiement avant 2004

Bioscor Int. Hair & Skin Clinic
615, boul. René-Lévesque Ouest,
bureau 1170 Montréal, Québec H3A 1P5
Horaire : mardi au samedi, 10 h à 18 h
* Résultat variable



Après 3 mois



Avant

Problème d'acné?

Lalisse

Sérum aux herbes antiacné
Résultats visibles en

3 jours!

Dites adieu à:

l'acné persistant,
aux comédons,
au nez rouge,
aux démangeaisons,
aux pores bouchés,
aux taches,
etc.

Directement de l'importateur

Vente de printemps

MEUBLES EN

Rotin ET EN Teck

Réservez dès maintenant vos meubles de jardin en bois de teck à des prix réduits.

Nous offrons des parasols gratuits à l'achat des ensembles en teck.

L'offre est valide jusqu'à épuisement des stocks de parasols

Grandes réductions jusqu'à 70 %

sur des collections de meubles en rotin haut de gamme (seulement au centre de liquidation à Saint-Hubert)



INFLUENCE
ROTIN ET TECK

8493, boul. Décarie, Mont-Royal, sortie Jean-Talon
3919, boul. Taschereau, Saint-Hubert (Centre de liquidation)
3705, autoroute des Laurentides (A-15), Laval, sortie 10
1375, boul. Charest Ouest, local 1, Québec

Tél. : (514) 734-2801
Tél. : (450) 445-8678
Tél. : (450) 681-8443
Tél. : (418) 686-1121

Les heures d'ouverture : lun., mar. et merc. 10 à 18 h • Jeu. et ven. 10 à 19 h • Sam. 10 à 17 h
Dim. 12 h à 17 h (seulement à Laval)

3133840

www.influence.ca

Élections 2003

«Celui qui fait l'argument le plus fort pour le Parti libéral du Québec, c'est Mario Dumont. Lui qui plaide pour le changement et qui dit qu'il ne formera pas le prochain gouvernement.»

— Jean Charest, PLQ

«C'est pas parce qu'ils sont bêtes, c'est parce qu'ils sont riches.»

— Bernard Landry, PQ, à la radio de Radio-Canada sur les raisons qui pousseraient des contribuables à demander la défusion de leur municipalité.

«Quand Jean Charest prétend être le changement, c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'il y a du changement sans les idées nouvelles, qu'il y a du changement sans les jeunes.»

— Mario Dumont, ADQ, critiquant l'absence de candidats libéraux de moins de 30 ans.

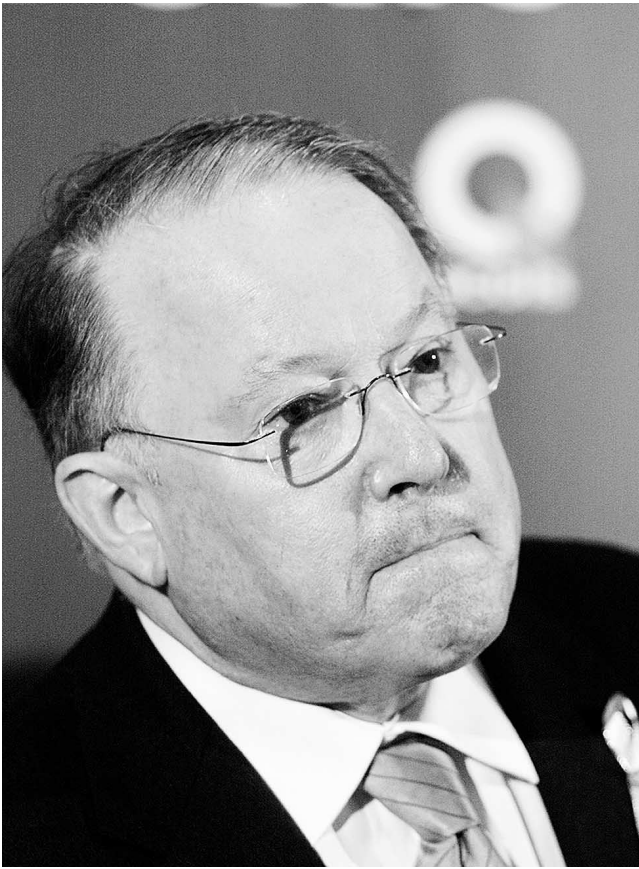


Photo PC © Bernard Landry a jusqu'ici refusé les 200 millions du programme fédéral d'aide aux jeunes contrevenants parce qu'il trouve trop sévère la loi canadienne.

Landry convoite l'argent du programme fédéral sur les jeunes contrevenants

MARIO CLOUTIER

THETFORD MINES — Bernard Landry pourrait récupérer près de 200 millions du gouvernement fédéral destinés aux programmes d'aide aux jeunes contrevenants. Jusqu'à maintenant, Québec avait levé le nez sur cette somme en vertu de son opposition à la loi fédérale en cette matière.

M. Landry affirme avoir refusé l'argent d'Ottawa jusqu'ici « au nom des jeunes délinquants du Québec ». Son gouvernement, dit-il, rejette l'esprit et la lettre de la loi fédérale sur les jeunes contrevenants et ne voulait pas l'appuyer d'une façon ou d'une autre en acceptant des fonds fédéraux.

Dans le quotidien montréalais *The Gazette* d'hier, le ministre québécois Jean-Pierre Charbonneau expliquait qu'il était hors de question « de nous substituer chaque fois et d'accepter de l'argent fédéral en renonçant à nos principes ».

Opposé à la loi fédérale C-7 sur le système de justice pénale pour adolescents, qu'il trouve trop sévère envers les jeunes, le gouvernement québécois a contesté sa constitutionnalité. La semaine dernière, la Cour d'appel a débouté le Québec tout en reconnaissant que certains éléments de la loi portaient « atteinte à la liberté et à la sécurité psychologique des adolescents ».

Hier, toutefois, Bernard Landry a annoncé qu'il n'interjettera pas appel. Considérant que la Cour a donné raison au ministre québécois de la Justice « sur à peu près l'essentiel », il a ajouté qu'après analyse de ce jugement et des besoins du Québec, son gouvernement pourrait récupérer 191 millions de dollars. « S'il y a lieu, on le fera », a-t-il fait laconique.

Cette somme est destinée par le gouvernement fédéral aux programmes d'aide communautaire pour les jeunes. En cette matière, le Québec se dit fier d'offrir plus que toute autre province canadienne. Le Québec, répète M. Landry, se dans ce domaine trouve à des années lumière devant le reste du Canada.

À ceux qui se demandent si le Québec a les moyens de refuser de l'argent d'Ottawa, M. Landry a répondu : « Est-ce que le Québec a les moyens de retourner 25 ans en arrière pour traiter des enfants qui ont été délinquants ? »

Haro sur le cadre financier libéral

Sur le même ton, le chef du PQ a enterré hier le cadre financier du Parti libéral. Une série de mesures annoncées durant la campagne, dont des transferts aux villes de 2,5 milliards en cinq ans et l'abolition de la taxe sur le capital, 2 milliards en cinq ans, « ont tué » finalement le cadre financier des libéraux, selon lui. Citant un spécialiste du Conference Board, M. Landry a suggéré que ce cadre financier « conduirait le gouvernement tout droit vers des déficits ».

Également en matinée à Thetford Mines, M. Landry a annoncé qu'il présidera un comité de relance de l'amiante en raison des difficultés de l'usine Magnola de Danville et de la fermeture de la Mine Jeffrey d'Asbestos.

« Je vais faire pour la région de l'Amiante ce que j'ai fait pour la Gaspésie. Nous réussirons à faire renaitre un bon espoir dans la région », a-t-il soutenu.

Sans préciser quelles sommes seraient en jeu, le premier ministre a mentionné qu'il pourrait se servir des fonds de diversification des régions et de création d'emplois. Québec fera preuve de souplesse fiscale envers la région, ajoute-t-il, afin d'encourager des secteurs porteurs comme l'oléochimie, l'acier et le tourisme.

FONCTION PUBLIQUE

Le PLQ croit pouvoir financer les hausses de salaire

Les syndiqués de l'État manifestent leurs inquiétudes

PASCALE BRETON

QUÉBEC — Devant des employés de la fonction publique inquiets, Jean Charest a assuré qu'un gouvernement libéral aura l'argent nécessaire pour l'équité salariale et la prochaine séance de négociation des conventions collectives, même si son cadre financier n'en fait pas mention.

Une dizaine de membres du Syndicat de la fonction publique du Québec attendaient hier le chef libéral à Québec, où il prononçait une allocution devant la chambre de commerce.

« C'est évident que nous sommes inquiets, a déclaré le président de la section Chaudières-Appalaches, Paul Pelletier. Notre convention collective finit au mois de juin de cette année et, dans le cadre financier du Parti libéral du Québec, il n'y a aucune ligne où on trouve une possible augmentation de salaire. »

Selon les chiffres des responsables syndicaux, chaque augmentation salariale de 1 % correspond à une facture de 250 millions de dollars. Les employés de la fonction publique, a expliqué M. Pelletier, craignent de faire les frais des promesses des différents partis politiques au cours de cette campagne : « Nous essayons d'avoir des précisions tant du Parti libéral que du Parti québécois sur la réorientation de l'État qu'ils veulent faire. Ils veu-

lent diminuer la taille de l'État, mais personne ne nous dit son plan de match. »

Le chef libéral s'est toutefois voulu rassurant en ce qui a trait aux négociations qui débuteront l'automne prochain. S'il est élu, un gouvernement libéral voudra « partir avec de bonnes relations avec la fonction publique. Notre cadre financier est très souple, il y a des marges de manœuvre », a assuré M. Charest.

Au sujet de l'équité salariale, le chef libéral a aussi rappelé que son parti avait voté en faveur de la loi et avait l'intention de la respecter. Il a toutefois souligné que les négociations se poursuivent jusqu'en juin et qu'il ne sera pas possible de connaître avant cette date le coût du règlement sur l'équité. Pour sa part, le gouvernement Landry a cependant prévu une réserve de 60 millions à cette fin dans le budget du Conseil du Trésor.

« Devant l'inconnu »

« Nous avons appuyé la loi, nous allons tout mettre en oeuvre pour respecter cet engagement. Nous allons être obligés de déposer un nouveau budget, nous ferons face à ça à ce moment-là. Tout le monde est devant l'inconnu à ce moment-ci », a lancé M. Charest.

Pour montrer la bonne foi des libéraux, il a répété en conférence de presse hier

que tous les experts s'entendent pour dire que le cadre financier des libéraux est prudent, se mordant aussitôt les lèvres avec un demi-sourire.

Un économiste du Conference Board affirmait en effet hier, dans une entrevue à un quotidien montréalais, que le document libéral surestime la croissance économique, sous-estime les coûts du service de la dette et minimise l'accroissement des dépenses en santé. En ce sens, un gouvernement libéral renouerait avec les déficits, croit cet économiste.

Balayant ces prévisions du revers de la main, le chef libéral a noté que les prévisions de son parti sont plus prudentes que

celles du Conference Board lui-même. Un gouvernement libéral pourra donc baisser les impôts dès la première année, même s'il n'aura pas encore réalisé les économies provenant de la révision des programmes et organismes, a-t-il assuré en répondant à la question d'un journaliste.

« Oui, mais on est déjà les citoyens les plus taxés en Amérique du Nord, c'est le point de départ au Québec. Baisser les impôts, c'est retourner l'argent dans les poches des contribuables à qui ça appartient », a-t-il lancé.

« Ils veulent diminuer la taille de l'État, mais personne ne nous dit son plan de match. »



JEAN CHAREST RÉPOND À VOS QUESTIONS.

Aujourd'hui de 12 h 15 à 13 h

Entrevue avec Jean Dussault et tribune téléphonique à *La Tribune du Québec*

Réalisation : Yves André

95.1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/radio

La meilleure information à la radio.
Tout de suite.

VIEUX-QUÉBEC EN FORFAIT

<p>FORFAIT VIEUX-QUÉBEC</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes ■ Petits déjeuners américains ■ Accès à la piscine intérieure / sauna / club santé ■ Frais de service <p style="text-align: right;">A PARTIR DE 115\$ <small>PAR CHAMBRE, PAR NUIT, TAXES EN SUS</small></p>	<p>FORFAIT GASTRONOMIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Incluant le forfait Vieux-Québec plus le dîner du soir / table d'hôte à « La Table du Manoir » pour 2 personnes <p style="text-align: right;">A PARTIR DE 169\$ <small>PAR CHAMBRE, PAR NUIT, TAXES EN SUS</small></p>
---	---

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Qc) G1R 4H8
Tél.: 418.692.1030 Fax: 418.692.3822
Courriel: admin@manoir-victoria.com

FORFAITS DISPONIBLES EN CERTIFICATS-CADEAU

HOTEL MANOIR VICTORIA

VALIDÉ JUSQU'AU 30 AVRIL 2003 www.manoir-victoria.com 1 800 463.6283

**NOTÉE ★★★★★ POUR LA SÉCURITÉ.
RIEN D'ÉTONNANT, FINALEMENT.**



Quand nous avons créé la MINI, nous avons une priorité : la sécurité. Nous l'avons donc équipée d'un habitacle renforcé, ainsi que d'une série de systèmes de sécurité active : l'ASC+T, le CBC, l'EBD... sans parler des six coussins gonflables. Le NHTSA américain (National Highway Traffic Safety Administration) a récompensé nos efforts par une note d'excellence, qui n'a surpris personne.

LA MINI COOPER DÉMARRE À 25 200 \$*. MINI COOPER S À PARTIR DE 29 950 \$*.

MINI Laval 2450, boulevard Chomedey Laval (Québec) (514) 773-MINI (6464) (450) 682-1212 www.minilaval.ca	MINI Mont-Royal 4220, boulevard Saint-Laurent Montréal (Québec) (514) 289-MINI (6464) www.minimontroyal.ca
---	--

MINI.CA
1 866 378-MINI



Quand nous avons créé la MINI, nous avons une priorité : la sécurité. Nous l'avons donc équipée d'un habitacle renforcé, ainsi que d'une série de systèmes de sécurité active : l'ASC+T, le CBC, l'EBD... sans parler des six coussins gonflables. Le NHTSA américain (National Highway Traffic Safety Administration) a récompensé nos efforts par une note d'excellence, qui n'a surpris personne.

LA MINI COOPER DÉMARRE À 25 200 \$*. MINI COOPER S À PARTIR DE 29 950 \$*.

MINI Laval 2450, boulevard Chomedey Laval (Québec) (514) 773-MINI (6464) (450) 682-1212 www.minilaval.ca	MINI Mont-Royal 4220, boulevard Saint-Laurent Montréal (Québec) (514) 289-MINI (6464) www.minimontroyal.ca
---	--

MINI.CA
1 866 378-MINI

*Note de la NHTSA 2002 évaluant la sécurité des voitures compactes. *Taxes, frais de transport et frais de préparation en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix inférieur. Certains des véhicules illustrés ici peuvent être dotés de caractéristiques proposées en option ou non disponibles au Canada. © 2003 MINI Canada, division de BMW Canada Inc. «MINI» et le logo MINI sont des marques de commerce de BMW AG utilisées sous licence par BMW Canada Inc.

la Baie encore plus

du jeudi 10 au dimanche 27 avril!

trouvez chaussure à votre pied!

supermarkes! superprix!

<p>29⁹⁹ flâneurs ToGo™ en cuir à talon compensé pour elle</p> 	<p>39⁹⁹ tennis Keds® en cuir pour elle</p> 	<p>39⁹⁹ mules Tommy à empeigne stretch pour elle</p> 
<p>19⁹⁹ sandales en cuir à talon compensé pour elle</p> 	<p>59⁹⁹ chaussures Rockport® pour elle En marine seulement</p> 	<p>59⁹⁹ chaussures Clarks® pour elle</p> 
<p>59⁹⁹ chaussures de sport Nike® pour elle et lui</p> 	<p>109⁹⁹ derby Ecco® pour lui En cuir nubuck marron.</p> 	<p>69⁹⁹ richelieus Wolverine® pour lui Modèles dotés de confort Durashock.</p> 

Le choix varie selon le magasin. Tous les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Notre meilleur prix chaque jour » et « Achat spécial », « Nouvellement réduit », ceux des rayons concédés et nouveautés.

ACHATS SPÉCIAUX

<p>29⁹⁹ flâneurs ToGo™ en cuir à talon compensé pour elle</p> 	<p>39⁹⁹ tennis Keds® en cuir pour elle</p> 	<p>39⁹⁹ mules Tommy à empeigne stretch pour elle</p> 
<p>19⁹⁹ sandales en cuir à talon compensé pour elle</p> 	<p>59⁹⁹ chaussures Rockport® pour elle En marine seulement</p> 	<p>59⁹⁹ chaussures Clarks® pour elle</p> 
<p>59⁹⁹ chaussures de sport Nike® pour elle et lui</p> 	<p>109⁹⁹ derby Ecco® pour lui En cuir nubuck marron.</p> 	<p>69⁹⁹ richelieus Wolverine® pour lui Modèles dotés de confort Durashock.</p> 

Le choix varie selon le magasin. Tous les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Notre meilleur prix chaque jour » et « Achat spécial », « Nouvellement réduit », ceux des rayons concédés et nouveautés.

OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS* EN UTILISANT CONJOINTEMENT VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.

*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

Élections 2003

SALMIGONDIS!

Notes de campagne



Joe Sakic Photo BERNARD BRAULT, La Presse

Allo?

Il y a des appels téléphoniques qui peuvent coûter cher et la ministre de l'Emploi, Agnès Maltais, risque de l'apprendre à ses dépens. En prenant connaissance de l'horaire du chef libéral Jean Charest, hier matin, M^{me} Maltais a en effet téléphoné au responsable d'un organisme communautaire bien connu dans sa circonscription de Taschereau, la Maison Gilles-Kègle, parce qu'il recevait en après-midi la visite des libéraux. Soulignant que son organisme avait reçu du financement de la part du gouvernement, M^{me} Maltais a déclaré à M. Kègle qu'il faisait « un geste politique » en rencontrant le chef libéral. La rencontre entre M. Charest et celui que les gens surnomment affectueusement « l'infirmier des pauvres » a tout de même eu lieu et les deux hommes ont pu discuter de leur priorité commune, la santé. Mais le geste de M^{me} Maltais a fait jaser. En soirée, le chef libéral ne s'est d'ailleurs pas gêné pour affirmer « qu'il s'agissait d'un geste déplorable » et qu'il espérait qu'elle soit rappelée à l'ordre.

Joe Sakic avec l'ADQ?

L'ADQ dispose d'une carte cachée qu'elle n'a encore jamais utilisée. Un de ses attachés de presse, Jean-Nicolas Gagné, offre une ressemblance frappante avec la superstar du hockey Joe Sakic. Mardi soir à Québec, «Jean-Nic», pour les intimes, s'est même fait aborder lors du ralliement adéquiste par un militant surexcité qui lui a demandé s'il était bien Joe Sakic. «Ben oui, c'est moi!» a répondu avec un pur accent québécois M. Gagné, ce qui n'a pas du tout dérouté le militant et fan de hockey. Pour les non-initiés, rappelons que Joe Sakic est un joueur de hockey de Vancouver qui ne parle pas un traître mot de français, même s'il a joué pendant près d'une décennie pour les Nordiques de Québec. Les journalistes de la caravane adéquiste ne se lassent pas de taquiner l'attaché de presse sur cette ressemblance, lui demandant de temps à autres s'il estime avoir donné son 110% ou s'il croit que son équipe va gagner la Coupe Stanley. «On patine et on travaille fort dans les coins», répond sans faillir M. Gagné.



Agnès Maltais Photo PC

Le SCFP demande à Jean Charest d'abandonner ses idées de défusion

La principale centrale syndicale des villes fusionnées somme le chef libéral, Jean Charest, de traduire son «préjugé favorable» envers les nouvelles villes en «engagement clair» en renonçant à sa promesse de loicadre sur les défusions parce qu'elles nuisent au climat de travail et aux négociations des prochaines conventions collectives. À défaut d'abandonner ce projet, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) demande au chef libéral de permettre la tenue d'un vote libre à l'Assemblée nationale sur cette question, s'il forme le prochain gouvernement. «Nos membres ne sont pas intéressés à revivre un processus de changement à l'inverse, cette situation créerait un chaos inimaginable dans nos milieux de travail», dit Claude Héту, directeur adjoint du SCFP au Québec. Le syndicat représente 32 000 employés dans les administrations municipales au Québec.

Un mariage signé ADQ

Scène émouvante mercredi dans la caravane adéquiste, lors de son passage à Beloeil, au sud de Montréal. Devant une meute de caméras, de micros et de journalistes, la chauffeur de l'autobus des médias télévisés, Josée Roy, s'est fait demander en mariage par son conjoint, Marc Drolet. Celui-ci a ensuite tenu une petite conférence de presse pour expliquer qu'il n'avait pas vu sa douce depuis un mois et qu'il ne pouvait plus différer sa demande. Quant à la jolie Josée, elle a accueilli son Marc avec un langoureux baiser, mais elle n'a pas voulu divulguer aux journalistes sa réponse à la demande en mariage. Un dossier à suivre.

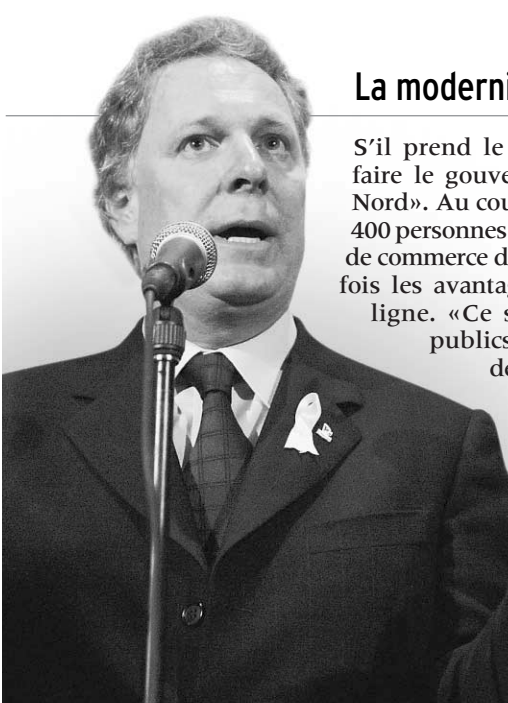


Le DGE, la Cour et la FTQ : prise trois

Le Directeur général des élections a remporté la troisième manche dans le combat qu'il mène devant la Cour supérieure pour empêcher la Fédération des travailleurs du Québec de diffuser des dépliants s'attaquant à l'Action démocratique qu'il considère comme des dépenses électorales non autorisées. Une ordonnance d'injonction interlocutoire provisoire accordée hier par la Cour supérieure ordonne maintenant à la FTQ, ses dirigeants, représentants et employés de cesser toute diffusion du document Voter ADQ Un pensez-y bien - ADQ danger. Le DGE est revenu à la charge après que la Cour supérieure eut refusé d'accorder une telle injonction concernant d'autres publications de la centrale syndicale. Le tribunal avait conclu alors que les publications avaient été imprimées et diffusées avant la période électorale. La nouvelle ordonnance s'applique à un document produit en avril 2003, donc depuis le début de la campagne.

Le soldat Landry

Questionné sur ce qu'il pensait du Canada, le chef du Parti québécois, Bernard Landry, a dit qu'il éprouvait des sentiments assez généraux, fraternels, sans ressentiment. «Je suis un patriote, a-t-il déclaré, un patriote c'est celui qui aime sa patrie sans mépriser celle des autres.» L'anglais qu'il parle, il dit l'avoir appris dans des bases militaires un peu partout au pays. Il a rappelé que c'est en vertu de son passé de soldat dans l'armée canadienne qu'il connaît bien le Canada. La veille, lors d'une assemblée partisane à Québec, il avait affirmé qu'il connaît aussi bien le PLQ. Dans les années 60, a-t-il dit, «j'ai été membre du Parti libéral plus longtemps que M. Charest ne l'a été».



La modernité

S'il prend le pouvoir, le chef libéral, Jean Charest, veut faire le gouvernement «le plus moderne en Amérique du Nord». Au cours d'une allocution prononcée devant quelque 400 personnes qui avaient répondu à l'invitation de la chambre de commerce de Québec, hier, M. Charest a vanté une nouvelle fois les avantages pour les citoyens d'un gouvernement en ligne. «Ce sera une nouvelle façon d'offrir les services publics», a lancé le chef libéral enthousiaste. On ne demande pas mieux. En espérant que ce système soit toutefois plus efficace que les lignes Internet installées dans les autobus des journalistes qui suivent la caravane libérale en campagne électorale et qui sont parfois d'une lenteur désespérante.

Collaboration : Mario Cloutier, Pascale Breton, Karim Benessaihi, Sébastien Rodrigue. Anecdotes recueillies par Marie-Andrée Amiot. mamiot@lapresse.ca

Élections 2003

UN TOUR DU QUÉBEC > MAURICIE

À l'occasion de la campagne électorale, La Presse a demandé à certains de ses chroniqueurs de choisir un coin du Québec auquel ils sont attachés et de le raconter à leur façon. De Gaspé à La Sarre, du Plateau Mont-Royal à l'Estrie, nos journalistes ont trouvé une façon originale de mettre en relief la diversité de la province à l'approche du scrutin.



La chute de Shawinigan : 42 mètres de hauteur, 750 mètres cubes d'eau à la seconde. « Un des lieux les plus favorables au monde pour le développement hydro-électrique », a écrit *The Canadian Electric News* en 1899.

Photo JEAN GOUPIL, La Presse ©

« Ashawenikam », coeur de ma Mauricie



DANIEL LEMAY
dlemay@lapresse.ca

L'AUBERGE de mon père était bleue. Il disait : « Elle est bleue et elle va rester bleue. » C'était à Saint-Mathieu, maintenant connu sous un nom curieux où se marient (mal) la toponymie sacrée de l'ancien Québec et la modernité profano-touristique : Saint-Mathieu-du-Parc, porte d'entrée sud-ouest du parc national de la Mauricie.

La Mauricie... Comme dans Saint-Maurice, la rivière qu'à Shawinigan on voyait peu, à moins de rester « en bas ». La Mauricie... Pays de bois et de lacs, tellement de lacs que je ne m'imaginai pas la campagne sans. Lac Gareau, où était l'auberge avec ses chevaux et poneys, son orchestre des Swing Aces, son mélange fascinant d'habitants et de villégiateurs. Lacs Rouge, Noir, Vert, lac à la Pêche, à la Truite, rivière aux Crapets. Lac Rond, lac Long. Le petit ou le grand ? Lac Mondor, où le grand clan de ma mère avait établi ses quartiers d'été — six « chalets de matante », côte à côte — pas loin du lac des Piles, plus connu pour son hôtel rock'n'roll que pour sa chapelle où, le dimanche, le curé de Sainte-Flore venait dire la messe. À deux pas du chalet des Chrétien, que ne protégeait pas encore la Gendarmerie royale du Canada.

Le dimanche soir, il fallait retourner en ville, parce que, « lundi, l'école... » Shawinigan, ça voulait dire la discipline maternelle, la « strap » menaçante du frère sous-directeur (de l'Instruction chrétienne), le salut au saint-sacrement servi chez les petites soeurs, oreilles propres et surplus blanc.

Le choc est arrivé à la fin de ma deuxième année : le 22 juin 1960, neuf mois après la mort du premier ministre de l'Union nationale, Maurice LeNoblet Duplessis, la province de Québec a élu un gouvernement libéral, avec à sa tête « le rouge à Lesage ». Et René Hamel, tout aussi rouge, gardait son siège dans Saint-Maurice.

Mauvais rappel de couleurs... Parce qu'elle était trop bleue, l'Auberge du Lac Gareau a vite perdu sa « licence » d'alcool : moins bon pour le commerce, mais « c'est comme ça qu'on marche quand t'es plus dans bonne gang... »

Adieu, auberge. Après les années bleues, les années noires.

Le nom Shawinigan vient de l'algonquin *ashawenikam*, signifiant « portage sur la crête »⁽¹⁾. Sûr qu'il fallait débarquer là avant que le canot d'écorce ne dévale la chute de 42 mètres où passent 750 mètres cubes d'eau à la seconde. « Un des lieux les plus favorables au monde pour le développement hydro-électrique », écrit *The Canadian Electric News* en 1899⁽²⁾, l'année où commencent les travaux du premier barrage de la Shawinigan Water & Power Co.

La compagnie américano-canadienne fondera Shawinigan Falls — « la ville de l'électricité » — en 1901 et en fera en moins de 50 ans le deuxième centre industriel de la « province » après Montréal. Les clients « fondateurs », on s'en doutera, sont de gros consommateurs d'électricité de l'industrie chimique, papetière, textile et électrometallurgique : la Pittsburgh Reduction y construit la première usine de fabrication d'aluminium au Canada, l'ancêtre d'Alcan.

Dans les années 50, ça faisait pas mal de fumées à respirer, certaines toxiques, d'autres un peu moins. L'odeur dominante, toutefois, était celle de la pâte à papier, surtout dans les chaleurs de juillet, fragrance inoubliable, savant mélange, aurait-on dit, d'oeufs pourris et de fumier de mouton. Mais c'était, comme

chantait Daniel Lavoie, « la sniff de vie », de La Tuque à Trois-Rivières.

Les grandes cheminées de « l'Aluminium » sont toujours là, symboles fumants d'une gloire passée. Shawinigan a commencé à déperir à la fin des années 50, victime de son incapacité à reconverter son industrie, des conflits de travail qui en ont résulté et de l'absence de petites et moyennes entreprises qui auraient pu absorber la masse des chômeurs. Et endiguer l'exode.

Délivré de la « pitoune », lavé des milliers de tonnes de déchets chimiques — Shawinigan était un scandale écologique de calibre international —, le « fleuve de bronze » descend toujours vers Trois-Rivières au même rythme, magnifique et sauvage, même dans son urbanité. « Shawi » essaye de se refaire ; « le coeur de la Mauricie » a le pouls régulier mais faible.

Mon oncle Jean (Lafontaine), ancien maire de Grand-Mère, n'aurait pas aimé ces histoires de fusion.

Que Shawinigan-Nord et Alma-ville (Shawinigan-Sud) fusionnent volontairement avec Shawinigan aurait pu être dans l'ordre des choses. Mais Shawinigan avec Grand-Mère ? Non ! ben non ! Méfiez-vous quand même de Jean Charest et de sa position sur les défusions. Les deux endroits ont en partage le Saint-Maurice, bien sûr, l'électricité, la senteur du papier en devenir, les triplex ouvriers, les côtes dangereuses en hiver, le chômage, le tissu social, voire. Mais la ressemblance s'arrête là. D'ailleurs, les deux villes ne sont même pas dans la même circonscription : Grand-Mère est dans Lavolette et Shawi dans Saint-Maurice. On voit bien que ça marche pas... On va quand même pas se mettre à parler du Rocher de Shawinigan !

L'autre jour, justement, je suis arrêté au rocher. À l'Auberge Grand-Mère, en fait, juste à côté. J'arrivais de La Tuque avec cette soif du coureur des bois et me disais qu'une petite *frette* me ferait grand bien. Même que peut-être... Manque de pot. Jean Chrétien n'était pas là, m'a dit la dame à la réception, qui m'informa aussi que le bar n'était pas ouvert. À 4 h de l'après-midi... Doivent être au-dessus de leurs affaires.

Mais il y avait cette conférence de presse, déjà en cours. Un monsieur qui parlait bien semblait dire que quelque chose

n'avait pas de bon sens. Avec plein de noms qui m'étaient inconnus. Jusqu'à ce qu'il dise « Mario Dumont le savait... ». Ah ! Les sens en éveil, j'ai tendu l'oreille, la droite, ma plus journalistique. Il y avait eu, compris-je, du zigonnage dans l'investiture de l'Action démocratique de Lavolette. Et le comité exécutif démissionnait en bloc. Bang ! « Les posters étaient déjà imprimés », se plaignait le candidat écarté, un bien jeune homme qui aurait eu sa face dessus. « Montréal se fout des régions... »

Au prorata de la population, peu de régions du Québec doivent compter plus d'« exilés » que la Mauricie. Mais vous ne verrez pas, contrairement à celle des Bleuets, d'Association des Mauriciens de Montréal. Ou de bar « régional » comme le Gaspésien. Les liens sont coupés ou s'expriment secrètement.

La plus grande figure politique de la Mauricie a certainement été

Maurice Duplessis, un avocat de Trois-Rivières qui avait fondé l'Union nationale, portée au pouvoir en 1936. Battu par « le rouge à Godbout » en 1939, le « cheuf » redevient premier ministre en 1944 et le restera jusqu'à sa mort, à Schefferville, le 7 septembre 1959. Mort de lumières, selon plusieurs, qui marqua la fin de la « Grande Noirceur ». Il faut revoir la pièce *Charbonneau et le Chef* (de John Thomas McDonough) avec ce magnifique Jean Duceppe. Ou la série *Duplessis*, dans laquelle Jean Lapointe tenait le rôle-titre ; Jean Lapointe, le Jérola nommé sénateur libéral par Jean Chrétien, « le p'tit gars de Shawinigan ».

Dans le *showbiz* moderne, personne ne monte sur le bureau pour crier qu'il vient de Charrette ou de Rivière-aux-Rats. Certains n'en font pas cachette, comme le compositeur Claude Lamothe, le « p'tit gars de Saint-Louis-de-France qui joue du gros violon ». Et Félix Clerc, qui faisait rigoler les Français en leur expliquant qu'il venait d'une place appelée La Tuque. Pas pire que La Bourboule. Ou Bidouze.

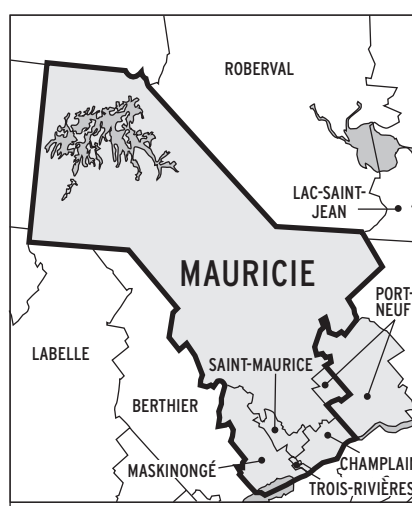
Les héritiers de Félix sont plus discrets. L'oreille exercée peut déceler les origines de Louise Forestier (née Belhumeur, à Shawinigan), mais pas celles de Carole Laure, qui a changé d'accent il y a une mèche. « A'éta tannaé de s'faire achalaer... » On savait pour l'ex-MusiquePlus Marie Plourde, la « p'tite fille de Grand-Mère » ; mais mon cousin Martahein m'a dit hier pour Sylvain Cossette : « Boulevard Saint-Onge, ben oui. »

La Mauricie, le beau pays, a été peu chantée. À part le classique d'Oscar Thiffault (1954), qui a mis le Rapide-Blanc sur la *map* : « A dit couche-toé donc ben hardiment / Mon mari t'au Rapide Blanc / Y a des hommes de rien qui couchent et pis qui couchent / Y a des hommes de rien qui couchent pis ça m'fait rien / Amougnein-heinhein ! »

Dans *La Manic*, Georges Dor, lui, voulait savoir ce qui se passait à Trois-Rivières. À Trois-Rivières ? Le Saint-Maurice se fend la tête en trois pour comprendre, mon vieux.

1. *NOMS ET LIEUX DU QUÉBEC — DICTIONNAIRE ILLUSTRÉ*, Publications du Québec.

2. Cité dans *VILLES INDUSTRIELLES PLANIFIÉES*, Centre canadien d'architecture/Boréal, sous la direction de Robert Fortier, Montréal, 1996.



Circonscriptions : Champlain, Lavolette, Maskinongé, Portneuf (partie), Saint-Maurice, Trois-Rivières

Population totale : 260 000 habitants

Langue maternelle
Français : 97,7 %
Anglais : 0,7 %
Langues non officielles : 1,6 %

Scolarité
Moins d'une neuvième année : 22 %
Neuvième - treizième année : 44 %
Études postsecondaires : 34 %

Revenu moyen des ménages (en 2001) : 36 642 \$
Taux de chômage (en 2002) : 11,1 %

ENJEUX ÉLECTORAUX

• Les soins de santé. A-t-on besoin de rappeler cette triste histoire d'un homme mort d'un arrêt cardiaque dans une ambulance l'été dernier parce que les urgences de l'hôpital de Shawinigan étaient fermées ? L'universalité et la continuité des soins de santé sont ici une question toujours d'actualité.

• Route 155. En Haute-Mauricie, le projet de contournement de la ville de La Tuque est toujours sur les planches à dessins. Tous les candidats de Lavolette adhèrent au projet.

• Hippodrome. L'avenir de celui de Trois-Rivières n'est guère reluisant, Québec ayant annoncé son intention de ne plus financer l'industrie des courses de chevaux.

CHAUDES LUTTES

• Champlain, Maskinongé et Saint-Maurice sont encore dans la mire de l'ADO. À la traîne dans les sondages, le parti de Mario Dumont cible une vingtaine de circonscriptions jugées « prenables », dont ces trois-là, alors que la campagne est dans sa dernière ligne droite. Un récent sondage dans la région indiquait que l'ADO est à égalité avec le PQ.

Les policiers acceptent l'offre de la Ville

SÉBASTIEN RODRIGUE

Avec les policiers, la Ville de Montréal a obtenu un premier succès en vue du renouvellement des conventions collectives de ses 27 000 employés, en plus de régler du même souffle l'épineuse question de la clause discriminatoire des jeunes agents.

Le trois quarts des 4200 policiers ont voté ces deux derniers jours et 91,5 % d'entre eux ont accepté les offres patronales qui comprennent, entre autres, un gel salarial en 2003. « Dans ce contrat, on a réglé énormément d'irritants qui existaient depuis longtemps », a expliqué Georges Painchaud, président de la Fraternité des policiers de Montréal.

L'administration municipale a donc décroché une entente de cinq ans ainsi qu'un gel salarial en 2003 comme il avait été prévu dans le budget 2003. Le syndicat a accepté ce gel parce que la Ville a mis de côté l'idée de récupérer 19 mil-

lions en trois ans en plus de bonifier des clauses normatives, a précisé M. Painchaud.

Les policiers recevront donc les 2,3 % d'augmentation de salaire accordés par la Communauté urbaine de Montréal en 2002; un gel en 2003; 2 % en 2004 et 2,5 % par an pour 2005 et 2006. Le salaire d'un agent avec six ans d'ancienneté passera ainsi de 62 126 \$, en 2002, à 66 577 \$ en 2006.

L'entente comporte aussi une augmentation des primes de relève, des bonis d'ancienneté, un congé annuel supplémentaire et la bonification de l'indemnité vestimentaire. Par ailleurs, les cadets policiers pourront désormais être affectés à de nouvelles tâches, dont la patrouille préventive à vélo.

L'entente prévoit aussi un projet pilote d'un an pour favoriser la conciliation travail-famille. Les policiers, parmi lesquels on retrouve 1100 femmes, pourront ainsi travailler à temps partagé sans pénalité.

Le syndicat et la Ville ont aussi éliminé la clause discriminatoire touchant les 1400 policiers de moins de six ans d'ancienneté. Avant le 1^{er} janvier 1997, tous

les policiers embauchés touchaient 23 % de moins en salaire.

La nouvelle convention collective rajuste les échelles salariales de façon plus équitable et un règlement à l'amiable dédommage les employés touchés. Le Groupe d'action pour l'équité et l'égalité salariale, qui représente les jeunes policiers, recommande d'accepter cette entente au cours d'une assemblée prévue la semaine prochaine.

Un policier à sa première année de service, qui gagne maintenant 29 900 \$, touchera plutôt 32 900 \$. Si les jeunes policiers se désistent de toute plainte devant la Commission des droits de la personne, ils obtiendront un dédommagement de 300 \$ à 19 000 \$.

On estime que 45 % des conventions collectives dans l'île de Montréal contiennent une clause discriminatoire. Le maire Gérald Tremblay avait annoncé durant la campagne électorale son intention de la abolir.

Le comité exécutif de la Ville de Montréal doit d'ailleurs se réunir ce matin pour ratifier à son tour cette entente au cours d'une séance extraordinaire.

Une stratégie de longue haleine

ANDRÉ CÉDILOT

L'INTERVENTION ÉCLAIR de l'escouade Carcajou à une réunion que les Hells Angels/Nomads ont eue sur la Rive-Sud, le 21 octobre 1999, faisait partie d'une stratégie de longue haleine qui a mené à la fameuse opération Printemps 2001. « Le but était de neutraliser ceux qui faisaient le guet à l'entrée du restaurant », a expliqué hier au jury le policier Richard Despaties, de la Sûreté du Québec.

Comme prévu, les spécialistes de la lutte antimotard ont trouvé une arme de poing sur deux des quatre hommes qu'ils ont interpellés dans le stationnement du restaurant Le Bifthèque. L'un d'eux, Gaétan Matte, venait tout juste d'obtenir ses couleurs des Rockers de Montréal, un club inféodé aux Nomads.

En jetant un coup d'oeil à l'intérieur du restaurant, un policier dit avoir aperçu la plupart des leaders du gang assis à une table, dont Maurice Boucher, Donald Stockford et Normand Hamel. « Quand

ces gars-là sortent en public, on sait par expérience qu'il y en a toujours au moins un (de rang inférieur) pour les protéger », a répondu le sergent Despaties à l'avocat qui lui demandait comment la police avait su que quelqu'un pourrait porter une arme cette journée-là.

Pour ne pas nuire à l'importante enquête entamée à l'automne 1998, les policiers se sont contentés de saisir les deux revolvers découverts en possession de Matte et de son acolyte (qu'on ne peut nommer pour l'instant parce que son procès pour meurtres se déroule présentement). Ni l'un ni l'autre n'a été traduit devant le tribunal pour ce délit. Selon les agents de filature qui ont filmé secrètement le raid-surprise à la demande des détectives de Carcajou, les deux motards étaient effectivement chargés de la surveillance des alentours du restaurant où étaient réunis les membres des Nomads.

Fait pour le moins ironique, Louis Roy, un des plus influents et des plus rusés du

groupe à l'époque, et son chauffeur, Éric Fournier, au volant d'une superbe Mercedes mauve, ont dépassé la fourgonnette du sergent Despaties alors qu'ils se dirigeaient à leur lieu de rendez-vous, à Boucherville.

Il va sans dire que les enquêteurs de Carcajou — ils étaient une dizaine — ont dû essuyer les invectives et les sarcasmes des motards quand ils ont débarqué en trombe, arme au poing, dans le stationnement du restaurant et qu'ils ont fouillé les suspects. « Il y a eu des échanges narquois, mais on a réussi à garder le contrôle », a souligné M. Despaties, l'un des pionniers de Carcajou.

La stratégie d'enquête consistant à ne pas porter d'accusations de port d'arme illégal a semblé douteuse aux avocats de la défense, mais le juge Pierre Béliveau a indiqué au jury qu'elle était parfaitement légitime. Ce procès, qui met en cause neuf membres des Nomads et des Rockers accusés de gangstérisme, se poursuit aujourd'hui.



LE PROCÈS DES MOTARDS



Demain de 5 h à 9 h

SPÉCIALE ÉLECTIONS

à *C'est bien meilleur le matin*

PRENEZ LE PARTI

D'EN SAVOIR PLUS

Réalisation : Stéphane Tremblay

avec René Homier-Roy et les journalistes de la radio de Radio-Canada.

95.1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

La meilleure information à la radio.
Tout de suite.

www.radio-canada.ca/bienmeilleur

Montréal ne veut pas supprimer des lits de longue durée

ALEXANDRE SIROIS

LA RÉGIE régionale de la santé de Montréal-Centre a répété hier qu'elle n'avait pas l'intention de supprimer de lits de longue durée dans la métropole, mais le premier ministre Bernard Landry a indiqué que l'organisme sera vraisemblablement capable de s'adapter à une baisse du nombre de places.

La Presse révélait hier que les nouvelles orientations de Québec en matière de lits de longue durée, suivies à la lettre par Montréal, pourraient se traduire par une chute de plus de 2000 places sur les quelque 13 500 existantes. Or, la rareté de ces places dans la métropole est l'une des causes de l'engorgement des urgences.

« La régie régionale n'a aucunement l'intention de xc dans les services aux personnes âgées actuellement hébergées à Montréal ni de supprimer (sic) le nombre de places pour l'avenir », a-t-on pu lire hier dans un communiqué diffusé par l'organisme.

La Presse avait effectivement rapporté que la régie régionale n'avait pas l'intention de suivre les recommandations du gouvernement. Le porte-parole de l'organisme dans ce dossier, Normand Lauzon, avait dit qu'il faudra « faire valoir à Québec » la situation particulière qui force la métropole à avoir plus de lits par aînés que les autres régions du Québec.

Les responsables de l'organisme risquent d'avoir fort à faire pour convaincre Québec, qui souhaite augmenter l'offre de soins à domicile aux aînés et, par conséquent, pouvoir faire chuter le nombre de lits de longue durée en institution. Car selon le premier ministre Bernard Landry, la régie régionale sera capable de s'adapter à la situation.

« Ce sont de bonnes nouvelles pour la population, a-t-il dit. L'idée est de maintenir les gens dans leur propre maison aussi longtemps que possible. C'est considéré comme la situation idéale. Mieux que d'être dans un lit dans une petite chambre en institution. Si nous pouvons favoriser cela, évidemment, nous aurons besoin de moins de lits en institution. »

Les nouvelles orientations de Québec ont hier été vertement dénoncées par le chef du Parti libéral, Jean Charest. « C'est la démonstration claire de ce qui ne va pas avec ce gouvernement, a-t-il lancé. Démonstration qu'ils ont perdu le contrôle du système, ils sont occupés ailleurs, probablement avec leurs études sur la semaine de quatre jours. »

Avec la collaboration de Mario Cloutier et de Pascale Breton

Le virage à droite coûterait cher à Montréal

La Presse

L'IMPLANTATION du virage à droite au feu rouge coûterait 4 millions à la Ville de Montréal simplement pour analyser la configuration de ses 2300 intersections. Mais avant d'en arriver là, l'île de Montréal demeurera une exception le 13 avril prochain, jour où le virage à droite au feu rouge sera permis ailleurs dans la province.

Une soixantaine de panneaux indiquant que Montréal sera l'exception ont été installés sur le réseau routier ainsi qu'à l'aéroport, au terminus d'autocars et à la Gare centrale.

Le Service de police de la Ville de Montréal a fait savoir qu'il appliquerait une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fautifs. Défier l'interdiction montréalaise vaudra une amende de 138 \$ à un automobiliste et trois points d'inaptitude, et 27 \$ d'amende aux cyclistes et aux piétons.

Le comité d'élus chargés d'étudier le virage à droite au feu rouge doit pour sa part déposer ses conclusions le 28 avril prochain. Le responsable du transport au comité exécutif, Claude Dauphin, indique qu'environ 90 % des témoignages devant ce comité étaient défavorables au virage à droite au feu rouge.

LOTO QUÉBEC		Résultats	
Tirage du 2003-04-09			
1 ^{er} numéro	2 ^e numéro	3 ^e numéro	
472343	074456	123558	
25 000 \$	50 000 \$	100 000 \$	
décomposable	décomposable	décomposable	
Numéros «Télé»			
348220	469675	568021	
non décomposable non décomposable non décomposable			
649		Tirage du 2003-04-09	
08	10	15	16 31 46
Complémentaire:			(25)
449		Tirage du 2003-04-09	
03	06	13	20 29 42
Complémentaire:			(49)
RADIO		Tirage du 2003-04-09	
01	02	04	05 06 08 16 18 23 24
26	27	34	56 58 62 63 66 67 68
Quantities		Extra	
Tirage du 2003-04-09		Tirage du 2003-04-09	
3	4	NUMÉRO	
119	7210	149264	
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			
LE VENDREDI À 19 h ET EN REPRISE LE DIMANCHE À 16 h 30, SUR LE RÉSEAU TQS			

Dix nouveaux cas de pneumonie atypique au Canada

ALEXANDRE SIROIS et FRANÇOIS CARDINAL

SANTÉ CANADA a fait état hier de 10 nouveaux cas potentiels du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) au pays, soit cinq en Ontario et cinq en Colombie-Britannique. Le Québec est toujours épargné par la maladie. Les autorités sanitaires de l'Ontario ont parallèlement dit avoir isolé environ 200 personnes de plus à Toronto. Celles-ci travaillaient dans la même entreprise qu'une personne qui aurait dû être en isolement mais qui s'est néanmoins rendue au travail, mettant ainsi en péril la vie de ses collègues.

Dans le monde, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a révélé que les décès causés par la pneumonie atypique se chiffrent maintenant à 106, sur plus de 2722 cas. Seulement un cas de plus a été recensé hier en Chine, ce qui a fait grimper le nombre de personnes affectées à 1280. La situation y est d'autant plus préoccupante qu'un médecin chinois a soutenu, dans le magazine *Time*, qu'il y aurait cinq fois plus de cas de pneumonie atypique à Pékin que ce que les autorités chinoises affirment publiquement. Le manque de transparence de Pékin a déjà été dénoncé par l'OMS.

Par ailleurs, les services touristiques de Hong Kong ont dû modifier leur publicité diffusée ces derniers jours dans certains grands magazines américains. Intitulée « Hong Kong va vous couper le souffle » (*Hong Kong will take your breath away*), elle avait évidemment été créée avant l'apparition de la pneumonie atypique... qui cause précisément des problèmes respiratoires. En raison des dates de tombée des magazines, qui précèdent de quelques semaines, voire de quelques mois leur parution, la publicité n'a pu être retirée à temps.

JOËL-DENIS BELLAVANCE et GILLES TOUPIN

OTTAWA — La décision du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, d'aller donner un coup de main au candidat péquiste Rémy Trudel, qui affronte le candidat adéquiste Pierre Brien, un ancien député bloquiste, dans la circonscription de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, a provoqué la bisbille dans la famille souverainiste hier.

C'est que M. Duceppe a fait fi du conseil du président de l'exécutif du Bloc québécois dans cette circonscription, Laurier Lebel, cherchant à le dissuader de se montrer dans cette région du Québec parce que beaucoup de militants bloquistes appuient M. Brien dans cette campagne électorale.

M. Lebel a même envoyé une lettre au chef bloquiste hier matin afin de lui demander de ne pas se rendre au Témiscamingue, mais M. Duceppe s'est quand même déplacé hier pour faire campagne aux côtés de M. Trudel.

Dans sa missive, dont *La Presse* a obtenu copie, M. Lebel a poliment prié M. Duceppe de reporter sa visite, estimant

Bisbille dans la famille souverainiste

que sa venue risquait de diviser les militants bloquistes, ce qui pourrait nuire aux chances du parti de remporter les élections partielles fédérales, qui devraient avoir lieu d'ici le 15 septembre afin d'élire un successeur à M. Brien.

« Ma principale préoccupation est de gagner les prochaines élections partielles pour le Bloc québécois. De nombreux supporters de notre parti appuieront Pierre Brien de l'ADQ. Votre implication auprès du candidat du Parti québécois viendra heurter de front une clientèle qui nous est indispensable. En ce sens, votre visite nuira à nos chances lors du prochain affrontement fédéral », a écrit M. Lebel dans sa lettre à Gilles Duceppe.

En entrevue à *La Presse*, M. Lebel a déclaré qu'il avait l'intention d'appuyer M. Brien aux élections afin de faire « contre-poids » à la décision de M. Duceppe de se rendre dans la région. Il n'a pu cacher son agacement devant le fait d'avoir appris hier matin seulement la venue de son chef.

« Pierre Brien a fait ses preuves et j'ai bien confiance en lui. Si je veux gagner les prochaines élections partielles, bien il faut que je fasse un contre-poids un petit peu à ma gang du national qui débarque ici en appuyant le Parti québécois », a dit M. Lebel, manifestement irrité.

« La politique du Bloc québécois est claire depuis le conseil général de juin

dernier à Rimouski, a rétorqué Philippe Gagnon, le porte-parole de Gilles Duceppe. Les militants du Bloc se sont engagés à donner un appui inconditionnel au Parti québécois à ces élections. Et comme cet appui a été réitéré en fin de semaine au cours du congrès national à Montréal, il s'agit d'une politique qui n'est pas nouvelle et que le Bloc a toujours adoptée dans les campagnes électorales au Québec. C'est pourquoi M. Duceppe est allé offrir son appui au Parti québécois au Témiscamingue. »

M. Brien, qui n'avait pas critiqué le leadership de M. Duceppe lorsqu'il a annoncé sa décision en janvier de quitter la scène fédérale pour porter les couleurs de l'ADQ aux élections provinciales, a accueilli avec un grain de sel la venue de son ancien chef en disant qu'il venait recruter un candidat potentiel — M. Trudel — pour le Bloc québécois en vue des élections partielles.

En privé, toutefois, ses proches collaborateurs ont décrit comme « un coup bas » la décision de M. Duceppe de venir prêter main-forte à Rémy Trudel, qui était ministre des Régions et des Affaires autochtones avant la dissolution de l'Assemblée nationale.

Pour sa part, Philippe Gagnon espère bien que M. Lebel donnera quand même son appui au candidat du Bloc, tel que promis, au cours des élections complémentaires fédérales.

des rabais sensationnels



rabais 30%
TOUTES LES ROBES À PRIX ORDINAIRES DE 49,99 ET PLUS DU RAYON DES ROBES

rabais 30%
SÉPARABLES JESSICA™, JESSICA PETITES ET JESSICA PLUS À PRIX ORDINAIRES
À l'exclusion des modèles Wardrobe Essentials™, des articles 'Valeur sûre' dont le prix se termine par .97 et des articles actuellement annoncés.

Nos plus bas prix de l'année!
rabais 37%
MODE Nygård Collection 'PEBBLE CLOTH'
Aussi en tailles Petite.
Rég. Sears 48-108 \$. Ch. 30,24-68,04

Nos plus bas prix de l'année!
SERVIETTES MARTEX™ 'MATISSE'
En coton peigné. Serviette de bain unie ou rayée. Rég. Sears 19,99.
7⁷⁷
Débarbouillette. Rég. Sears 7,99, 2,77
Serviette de toilette. Rég. Sears 12,99, 4,77
Drap de bain uni aussi en solde
Tapis de bain Martex 'Matisse' aussi en solde.
Rég. Sears 19,99-59,99. Ch. 9,77-29,77

Nos plus bas prix de l'année!
19⁷⁷-59⁷⁷
ENSEMBLES DE DRAPS EN PERCALE ULTRA TOUCH™
En coton et polyester. Pour matelas plus épais. 1 place-TG 2 places.
Rég. Sears 39,99-99,99. L'ens.
Les ensembles de draps comprennent 1 drap plat, 1 drap-housse et taie(s)

Notre plus bas prix de l'année!
maintenant 297⁷⁷
RABAIS 302,22 \$ SUR BATTERIE DE CUISINE LAGOSTINA™ 'VIENNA' DE 11 PIÈCES EN ACIER INOXYDABLE
Rég. Sears 599,99.

rabais 45%
SOUTIENS-GORGE, CULOTTES ET SOUS-VÊTEMENTS DE MAINTIEN EN BOÎTE WonderBra™ ET PLAYTEX™ À PRIX ORDINAIRES
À l'exclusion des modèles vendus par lots, des modèles en liquidation du fabricant, des modèles pour le sport et des modèles Petite de WonderBra.

Notre plus bas prix de l'année!
maintenant 19⁷⁷ Ch.
CERTAINS SACS À MAIN JESSICA EN CUIR
Rabais 20,22 \$. Rég. Sears 39,99.

Nos plus bas prix de l'année!
rabais 57%
BIJOUX INSIGNIA™ ET BIJOUX EN OR 14 K À PRIX ORDINAIRES
Rég. Sears 79 \$-1499,99.
Ch. 33,97-644,99
À l'exclusion des médaillons et breloques en or pour enfants et des articles dont le prix se termine par .97

Notre plus bas prix de l'année!
277⁷⁷
RABAIS 122,22 \$ SUR SCIE À ONGLETS COMBINÉS CRAFTSMAN™ 10 PO, 15 A, AVEC BRAS AU LASER ESCAMOTABLE
Rég. Sears 399,99.
COMMANDEZ: 098 428 522

Notre plus bas prix de l'année!
787⁷⁷
MOBILIER DE JARDIN 'ST-MARTIN' DE 22 PIÈCES
L'ensemble comprend six fauteuils réglables à 5 positions avec coussins, 2 tabourets avec coussins, table 38 x 60 po, plateau tournant, 2 tables basses 20 po, parasol 9 pi et socle en fonte. Monture tubulaire en aluminium résistant à la corrosion. Plateau des tables et plateau tournant en verre trempé. Rég. Sears 1199,99.

Notre plus bas prix de l'année!
maintenant 77⁷⁷
RABAIS 22,22 \$ SUR GRIL HAMILTON BEACH™
Couvercle à charnières.
Rég. Sears 99,99.

Notre plus bas prix de l'année!
85⁹⁹
RABAIS 57% SUR ENSEMBLE DE 5 BAGAGES PROTOCOL™
Rég. Sears 199,99.
À l'exclusion des articles dont le prix se termine par .97.
Le choix peut varier suivant le magasin

rabais 30%
HAUTS ET PANTALONS EN DENIM NEVADA™ À PRIX ORDINAIRES POUR GARÇONS ET FILLES, EN TAILLES 2-18
En vedette:
jeans pour garçons. Tailles 7-18. Rég. Sears 26,99. Ch. 18,89
Tee-shirt pour garçons. Tailles 7-18. Rég. Sears 14,99. Ch. 10,49
Pantalons corsaire en denim pour filles. Tailles 4-6X.
Rég. Sears 24,99. Ch. 17,49
Haut pour filles. Tailles 4-6X. Rég. Sears 12,99. Ch. 9,09.
À l'exclusion des articles 'Valeur sûre', des sous-vêtements et chaussettes

rabais 10-50\$
OUS LES COMBINÉS DE VOYAGE ET POUSETTES À PRIX ORDINAIRES
Rég. Sears 49,99-349,99. Ch. 39,99-299,99

Notre plus bas prix de l'année!
47⁷⁷ Ch.
RABAIS 72,22 \$ SUR JEU D'ACCESSOIRES CRAFTSMAN DE 126 PIÈCES POUR PERCEUSE
Rég. Sears 119,99.
COMMANDEZ: 098 475 326

Notre plus bas prix de l'année!
maintenant 1497⁷⁷
RABAIS 602,22 \$ SUR EXERCISEUR PLIANT NordicTrack™ 'EXP 3000'
Exclusivité Sears. Moteur à rendement continu de 2 hp. Séances interactives avec iFit.com Interactive™.
Rég. Sears 2099,99.
Un léger assemblage peut être requis pour les appareils de culture physique

épargnez 7%
SUR TOUS LES TÉLÉVISEURS JVC™ I-ART À PRIX ORDINAIRES
Pour certains appareils électroniques, nos prix en magasin peuvent être plus bas que nos prix annoncés

Nos plus bas prix de l'année!
rabais 57%
VESTES EN MICROFIBRES PIERRE CARDIN™ À PRIX ORDINAIRES POUR HOMMES
En polyester. Rég. Sears 99,99-109,99. Ch. 42,99-47,29
Les rabais ne peuvent être combinés à aucune autre offre

Nos plus bas prix de l'année!
rabais 57%
VÊTEMENTS HABILÉS PROTOCOL À PRIX ORDINAIRES POUR HOMMES
Dont les complets, vestes sport, blazers et pantalons habillés. Complets. Rég. 259,99-279,99. Ch. 111,79-120,39
Vestes sport. Rég. 149,99-179,99. Ch. 64,49-77,39
Pantalons habillés. Rég. 59,99-79,99. Ch. 25,79-34,39
À l'exclusion des articles dont le prix se termine par .97.
Rég. est une référence aux prix ordinaires Sears.
Complets dans certains magasins seulement

Notre plus bas prix de l'année
maintenant 39⁷⁷ Ch.
JEANS EN DENIM LEVI'S™ À PRIX ORDINAIRES POUR HOMMES
En coton. Rég. Sears 69,99.
À l'exclusion du modèle Levi's™ 501™

Notre plus bas prix de l'année!
maintenant 589⁷⁷
SYSTÈME D'ASPIRATION CENTRALE KENMORE
Pour maison jusqu'à 5000 pi².
Réglage de 3 fonctions sur la manche.
Rég. Sears 749,99.
Aspirateur central: supplément pour matériaux d'installation s'il y a lieu

Notre plus bas prix de l'année pour le duo!
maintenant 847⁷⁷ pour le duo
LAVEUSE ET SÈCHEUSE KENMORE DE SUPER CAPACITÉ
Rabais 30 \$. Laveuse 2,45 pi³. Agitateur Dual-Action™. N° 12502. Rég. Sears 529,99. 499,99
Rabais 20 \$. Sècheuse 5,9 pi³ à 4 réglages de température. N° 63512. Rég. Sears 449,99. 429,99
Épargnez 82,21 \$ de plus à l'achat du duo!
Supplément pour sècheuse à gaz.
*Le rabais supplémentaire de 82,21 est inclus dans le prix du duo
COMMANDEZ: R2684 CC041F E 45
Tous les raccords au gaz doivent être faits selon les normes en vigueur

Nos plus bas prix de l'année!
maintenant 847⁷⁷-1697⁷⁷ L'ens.
ENSEMBLE MATELAS-SOMMIER SEARS-O-PEDIC™ SENSATION DE LA SÉRIE 3653SS À RESSORTS INDÉPENDANTS
Rabais 352,21-602,20 \$.
1 place-TG 2 places. Moelleux ou ferme. Rég. Sears 1199,98-2299,97.

Prix des articles soldés et offres en vigueur jusqu'au samedi 12 avril 2003, dans la limite des stocks. Certains articles ont peut-être été en solde au cours de la semaine dernière.

Recherchez ce symbole et appelez, sans frais, le **1-888-607-3277**



Tous les articles de cette page accompagnés de ce symbole peuvent être achetés à votre magasin Sears ou commandés, sans frais, par téléphone. Dans ce dernier cas, vous pouvez venir chercher l'article à n'importe quel magasin Sears ou nous pouvons le livrer à domicile à peu de frais.



50 ans de qualité, bons prix, service et fiabilité

BEAUTÉ

à la baie

Elizabeth Arden

À l'achat d'un produit Elizabeth Arden de 35 \$ ou plus, vous pourrez choisir un autre produit Elizabeth Arden de format courant et de valeur égale ou inférieure, en guise de cadeau.

Le produit-cadeau doit être différent du produit acheté et être de valeur égale ou inférieure à ce dernier.

un achat
un choix
gratuit

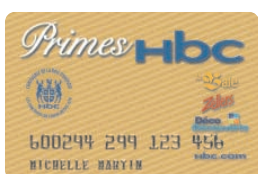
DERNIERS JOURS!

Maintenant
seulement @ la Baie



Offre en vigueur jusqu'au dimanche 13 avril 2003, là où la loi le permet et tant qu'il y en aura. La prime doit être remise avec tout retour. Désolés, aucun bon différé ne sera émis pendant la promotion.

la **Baie** encore plus



OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS* EN UTILISANT CONJOINTEMENT VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.

*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

